

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

(C.C.P.)

Le pouvoir adjudicateur :

**Communauté d'Agglomération
Grand Calais Terres & Mers
76 Boulevard Gambetta
CS 40 021
62 101 Calais CEDEX**

Cahier des Clauses Particulières établi en application du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et du CCAG Fournitures Courantes et Services, relatif à :

Marché de prestations de nettoyage des sols carrelés et murs faïencés des piscines communautaires

Procédure adaptée en application de l'article 27 du Décret relatif aux Marchés Publics.

Article 1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Particulières concernent les prestations suivantes :

Marché de prestations de nettoyage des surfaces carrelées et faïencées des piscines communautaires – ICEO et Ranson à Calais.

Article 2 - Décomposition du contrat

2-1-Allotissement

Les prestations font l'objet d'un lot unique.

2-2-Forme du contrat

Les prestations donnent lieu à un accord-cadre mono attributaire à bons de commande sans minimum et avec un maximum de commandes, en application de l'article 78 et 80 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, elles sont susceptibles de varier de la manière suivante :

	Montant Minimum pour la durée du marché	Montant Maximum pour la durée du marché
Marché de prestations de nettoyage pour les piscines communautaires	0 € HT	40 000,00 € HT

Les prestations à réaliser seront définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comporteront :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du marché,
- numéro et date du bon de commande,
- adresse de livraison,
- adresse de facturation,
- désignation des prestations,
- délais maximum de livraison,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

La ou les personnes habilitées à signer les bons de commande sont : le représentant du pouvoir adjudicateur.

Les bons de commande pourront s'exécuter au plus tard jusqu'au délai indiqué sur le bon de commande.

Article 3 - Généralités

3-1-Pièces contractuelles

Le marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- **l'acte d'engagement** et ses annexes éventuelles ; dont l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi
- le présent **Cahier des Clauses Particulières** dont l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi et ses éventuelles annexes ;
- le règlement de consultation,
- **le bordereau des prix/ détail estimatif d'aide à la décision**,
- les pièces particulières, annexes éventuelles :
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics de fournitures courantes et de services (approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009) ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- le **mémoire technique** fourni par l'entreprise.

3-2-Protection de la main d'œuvre et clause sociale

3-2-1-Protection de la main d'œuvre

Le titulaire remet :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, produire une copie de déclaration de détachement certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France (Décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).

- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Dans le cadre de l'article L. 8222-6 du Code du Travail (modifié par l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 sur le renforcement du dispositif de lutte contre le travail dissimulé), une pénalité sera appliquée au titulaire ou à ses sous-traitants, s'ils ne s'acquittent pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même code.

Toutefois, ce montant devra être égal, au plus, à 10 % du montant du contrat, et ne pourra excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du Travail.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, une pénalité sera appliquée et ou le contrat rompu sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

3-2-2-Clause sociale

Sans objet.

3-3-Protection de l'environnement

Les produits utilisés seront conformes aux différentes réglementations en vigueur tant d'un point de vue environnemental, ainsi qu'en termes d'hygiène et de sécurité au regard des spécifications s'appliquant aux piscines publiques.

3-4-Réparation des dommages

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

3-5-Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG FCS.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

3-6-Autres obligations

3-6-1-Obligations relatives à la sous-traitance

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies à l'article 134 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 et à l'article 3.6 du CCAG FCS.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article 51 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 ;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 32.1 du CCAG FCS).

3-6-2-Confidentialité et sécurité

a) Obligation de confidentialité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

b) Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

Pour assurer cette protection, il incombe au pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

c) Mesures de sécurité

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, notamment dans les zones protégées en vertu des dispositions législatives ou réglementaires prises pour la protection du secret de la défense nationale, ces dispositions particulières doivent être indiquées par le pouvoir adjudicateur dans les documents de la consultation. Le titulaire est tenu de les respecter.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par le marché ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

3-6-3-Obligations diverses

Avant le démarrage des prestations, le titulaire se verra remettre les moyens d'accès aux bâtiments lui permettant d'assurer les prestations contre récépissé de prise en charge.

A la fin du marché, le titulaire est tenu de remettre à la Collectivité l'ensemble des moyens d'accès confiés initialement.

Au moment de la remise de l'offre, l'entreprise fournira la liste des produits qui seront utilisés, ces produits seront validés par Grand Calais. En cas de changement d'un des produits, la fiche technique de ce produit devra être fournie à la collectivité avant son changement effectif et pour validation.

Avant le démarrage des prestations une réunion de calage préparatoire aura lieu entre la collectivité et le titulaire du marché. D'autres réunions seront programmées au besoin pour faire un bilan qualité des prestations réalisées notamment en présence de la direction des équipements concernés et le cas échéant pouvoir engager les mesures correctives nécessaires.

Article 4 - Durée du contrat - Délai d'exécution des prestations

4-1-Durée du contrat - Délai d'exécution

La durée du marché est fixée à compter du 8 janvier 2018 jusqu'au 31 décembre 2018.

4-2-Exécution complémentaire

Le marché prévoit que le contrat puisse être modifié, conformément à l'article 139 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

4-3-Pénalités de retard

Les dispositions prévues à l'article 14.1.1 du CCAG FCS s'appliquent :

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 20.4 du CCAG FCS et par application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{1\,000}$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

4-4-Primes pour réalisation anticipée des prestations

Sans objet.

Article 5 - Prix et règlement

5-1-Contenu des prix

Les prix du marché sont traités à prix unitaires et forfaitaires, sur la base du bordereau des prix unitaires annexé à l'acte d'engagement et des quantités réellement exécutées.

Pendant son exécution, le marché pourra donc être complété par de nouvelles prestations de service sur présentation d'un devis avec justificatifs. Ces prestations devront être de même nature que les prestations du marché.

5-2-Variation des prix

Les prix du marché sont conclus à prix fermes.

5-3-Modalités de règlement

5-3-1-Régime des paiements

Les prestations font l'objet de paiements partiels définitifs après constatation du service fait dans les conditions prévues par l'article 115 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

5-3-2-TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

5-3-3-Présentation des demandes de paiement

Lorsque le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les demandes de paiement sont datées et comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro et la date du marché et de chaque avenant, ainsi que le cas échéant la date et le numéro du bon de commande ;
- les nom, n° Siret et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- les livraisons effectuées et les prestations exécutées ;
- la date de livraison ou d'exécution des prestations ;
- le montant HT des prestations exécutées, éventuellement ajusté ou remis à jour et diminué des réfections fixées conformément aux dispositions de l'article 25.3 du CCAG FCS ;
- le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- le montant total des prestations ;
- les indemnités, primes, et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

Les demandes de paiement seront adressées à l'adresse suivante :

Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres et Mers
Direction des Ressources Financières
76 boulevard Gambetta
CS 40 021
62 101 CALAIS CEDEX

5-3-4-Répartition des paiements

L'acte d'engagement et les actes spéciaux éventuels indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire et à ses sous-traitants ;
- au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

5-3-5-Délais de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article 183 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

5-3-6-Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article 183 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément au Décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif aux retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

5-4-Périodicité des paiements

Les paiements interviennent au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent.

Le titulaire notifie au pouvoir adjudicateur une demande de paiement mensuelle établissant les prestations réalisées, le montant arrêté à la fin du mois précédent des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celui-ci.

5-5-Avance

Il ne sera pas alloué d'avance.

5-6-Sûretés

Sans objet.

5-7-Pénalités diverses

La présence des effectifs nécessaires à la réalisation de l'ensemble des prestations devra être assurée par le titulaire. En cas d'absence, le personnel devra être remplacé. En cas de non-remplacement de son personnel par le titulaire, la pénalité suivante sera mise en œuvre 200 € HT par jour et par agent.

5-8-Pénalités d'indisponibilité

Conformément à l'article 14.2 du CCAG FCS, un matériel est indisponible lorsque, indépendamment du pouvoir adjudicateur et en dehors des travaux d'entretien préventif, son usage est rendu impossible soit par le fonctionnement défectueux d'un organe ou dispositif ou d'une fonctionnalité qui y est incluse, soit en raison de l'indisponibilité d'un autre élément du matériel auquel il est lié par des connexions fournies et entretenues par le titulaire et auquel il est soumis pour l'exécution du travail en cours, au moment de l'incident.

L'indisponibilité débute :

- dans le cas d'une maintenance sur le site, au moment de l'arrivée de la demande d'intervention au titulaire. Lorsque l'accès des préposés du titulaire au matériel défaillant est retardé du fait du pouvoir adjudicateur, l'indisponibilité est suspendue jusqu'au moment où cet accès devient effectif ;

- dans le cas d'une maintenance chez le titulaire, au moment de la remise de l'élément défaillant au titulaire ou à son représentant qualifié, dans un lieu prévu par le marché.

L'indisponibilité s'achève par la remise à disposition du pouvoir adjudicateur des éléments en état de marche. Toutefois, lorsque les éléments réparés sont à nouveau indisponibles, pour les mêmes causes, dans les huit heures d'utilisation après leur remise en état, la durée d'indisponibilité est décomptée à partir de la constatation de l'indisponibilité initiale.

Le titulaire est tenu de faire connaître au pouvoir adjudicateur la durée prévisible de l'indisponibilité lorsque celle-ci excède les seuils fixés ci-après.

Sauf cas de force majeure, lorsque la durée d'indisponibilité observée dépasse les seuils ci-après, le titulaire est soumis à des pénalités.

Ces seuils sont fixés à :

- quatre heures ouvrées pour une maintenance sur le site ;
- six jours consécutifs pour une maintenance chez le titulaire.

La pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = (V * R) / 7 ;$$

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur de la rémunération hebdomadaire versée au titre de la maintenance ;

R = le nombre de jours de retard.

Article 6 - Conditions d'exécution des prestations

6-1-Lieu d'exécution

Le lieu d'exécution des prestations est le suivant : Piscine ICEO, Quartier Beau Marais, et Piscine E Ranson, à Calais.

6-2-Conditions d'exécution des prestations

Pas de stipulation particulière.

6-3-Clauses techniques

Les tâches à accomplir pour ce marché sont définies dans le descriptif visé ci-dessous

La description des tâches n'a pas un caractère limitatif. Sont compris dans le prix sans exception ni réserve, tous les éléments nécessaires et toutes les contraintes liées à la réalisation de la prestation.

Imprécisions et omissions : le prestataire doit prévoir l'ensemble des opérations nécessaires à la réalisation de la mission, conformément à la réglementation de la profession. Aucune majoration de prix ne sera possible pour raison d'omission. Le prestataire s'est rendu compte du volume et de la nature des tâches à effectuer. Il y a suppléé par ses connaissances professionnelles aux détails omis dans le CCP. Les candidats joindront les documents essentiels à la compréhension et à l'évaluation de l'offre.

Nature des prestations de nettoyage à réaliser :

Le présent marché correspond à la réalisation de prestations de nettoyage complet des surfaces carrelées et faïencées des 2 piscines communautaires (ICEO et Ranson) à Calais.

Par nettoyage complet, est entendue, une intervention (manuelle et/ou mécanique) qui comprendra 3 niveaux d'action et cela quel que soit le support à traiter et son niveau d'encrassement ou de salissure :

- nettoyage, désodorisation
- détartrage
- désinfection

Les surfaces à traiter pour les 2 sites sont reprises dans le DEAD et indiquées sur les plans annexés au présent CCP.

En synthèse elles comprennent

Pour ICEO :

- Les plages carrelées de la halle des bassins (jusqu'à goulotte de débordement des bassins et hors pédiluves), les bancs et les murs faïencés ou carrelés
- Les sols et murs carrelés ou faïencés des douches/sanitaires pour l'espace tout public
- les sols carrelés vestiaires pour l'espace tout public
- Les sols et murs carrelés ou faïencés des douches/sanitaires des vestiaires scolaires
- les sols carrelés des vestiaires scolaires
- les sols carrelés, murs faïencés et bancs en marbre de l'espace balnéo

Pour Ranson :

- Les plages carrelées de la halle des bassins, hors pédiluves, les pourtours carrelés des bassins, les bancs et les murs faïencés ou carrelés.

Les matériaux des surfaces à nettoyer (carrelages, faïences, dalle de marbre des bancs de balnéo) sont indiqués sur les plans des 2 sites (ICEO et Ranson). Le prestataire s'assurera des matériaux utilisés lors de sa visite.

Les fiches descriptives des principaux matériaux à nettoyer sont annexées au présent CCP ainsi que les notices d'entretien afférentes.

Le mémoire technique fourni par le candidat indiquera le protocole complet des interventions envisagées (mode opératoire, moyens matériels et humains, etc...). Celui-ci devra être compatible avec les notices d'entretien et fiche descriptive des matériaux annexées au présent CCP.

A titre informatif, est également fournie en annexe les fiches descriptives des produits utilisés par les agents communautaires pour nettoyer les matériaux concernés.

Périodicité :

La périodicité d'exécution des prestations est indiquée par la Collectivité dans le DEAD.

La fréquence d'intervention, cadre du marché et du DEAD est d'une fois par semaine pour les 2 sites et cela pour l'ensemble des zones décrites.

Pour ICEO, l'intervention aura lieu habituellement chaque lundi (jour de fermeture de l'équipement). Les prestations seront à réaliser impérativement à l'intérieur du créneau horaire : 7h – 17h

Pour Ranson, le jour d'intervention hebdomadaire sera défini en lien avec la direction de l'établissement. Par principe, il sera fixe mais pourra le cas échéant être décalé suivant besoin et en accord avec le prestataire. Cependant sur ce site, l'intervention se déroulera impérativement en dehors des périodes d'ouverture au public et plus précisément les prestations de nettoyage devront impérativement être achevées avant 7h30, heure d'ouverture au public des bassins.

S'agissant d'un accord cadre mono attributaire à bons de commande, la collectivité se réserve le droit de moduler au besoin les fréquences d'intervention décrites et reprises dans le BPU (hausse ou baisse) sans contrepartie.

Potentiellement les prestations supplémentaires (hors BPU/DEAD) pourront être réalisées 6 jours sur 7 (lundi au samedi inclus), quel que soit l'horaire sans contrepartie financière.

Prestations et qualités des produits :

Le prestataire s'engage à fournir tout le matériel nécessaire à la bonne exécution de la mission. A ce titre, le candidat présentera dans son offre, et ce pour chacune des zones et opérations reprises au descriptif des prestations, la liste détaillée et la plus exhaustive possible du matériel manuel et mécanique que le titulaire s'engage à mettre en œuvre pour la réalisation de la prestation.

Le titulaire soumet à la Collectivité la liste des produits proposés pour l'exécution des prestations conformément aux normes en vigueur. Cette liste est accompagnée d'une notice détaillée des produits. Bien entendu, tout produit présentant un danger pour la santé est strictement interdit.

Les produits, matériels et modes opératoires proposés devront obligatoirement être compatibles avec les notices d'entretien des surfaces carrelées définies par le fabricant (cf annexes).

La Collectivité se réserve le droit d'interdire les produits dont l'utilisation est susceptible de provoquer des dégradations ou de compromettre la sécurité des usagers. Tout dommage causé aux installations et équipements est à la charge du titulaire.

Le prestataire fournit l'ensemble des produits et matériels nécessaires à l'exécution des travaux confiés qui sera intégrée dans son offre de prix.

Le titulaire disposera à contrario des points d'alimentation en eau et électricité présents sur les 2 sites.

Le prestataire adaptera son matériel aux caractéristiques électriques existantes ou à la localisation des points de distribution d'eau. Le calibrage des fusibles et disjoncteurs ne peut être modifié. Tout dommage causé aux installations électriques par l'utilisation d'une machine non-conforme sera facturé au prestataire.

Organisation sur le site :

Aucun local n'est mis à disposition sur le site pour le stockage du matériel et produits du titulaire qui reste intégralement sous sa propre surveillance et responsabilité le temps de la réalisation des prestations visées au présent marché.

Les déchets d'emballages ou autres déchets et sous-produits générés par la mise en œuvre du protocole de nettoyage seront évacués sans délai et au plus tard à la fin de chaque intervention par le titulaire en respectant les consignes de tri sélectif de la collectivité.

Il appartient au titulaire d'avertir son personnel que l'utilisation des matériels et équipements situés dans les locaux des piscines communautaires, est formellement interdite.

Les fournitures d'énergie électrique et d'eau nécessaires à l'exécution des prestations seront assurées sur les lieux. Le prestataire s'engage à mettre en œuvre et à faire respecter les règles de sécurité.

Assurance de qualité :

Les prestations objet du présent marché sont réalisées avec pour objectif d'assurer en permanence un parfait état de propreté, de confort et d'hygiène, tout en respectant les spécificités des surfaces traitées. Les méthodes d'intervention correspondantes seront proposées par le prestataire et approuvées par la Collectivité.

La qualité du nettoyage est vérifiée par l'examen de quatre critères: l'aspect, le confort, la propreté et l'hygiène.

Le niveau de qualité est fonction de la nature des locaux et de leurs équipements, des matériaux qui les constituent, de leur affectation, de la qualité des opérations de nettoyage. L'hygiène repose sur l'assainissement des surfaces et atmosphères ambiantes.

Les prestations s'attacheront : A réduire la pollution à un niveau non dangereux et proscrire l'usage intempestif de méthodes ou produits nocifs. Il devra être tenu compte des risques particuliers que présentent les lieux. Le confort et l'aspect est l'ensemble des facteurs qui déterminent une sensation de bien-être associé à la 1ère impression visuelle de propreté et de confort d'un local.

Les prestations seront appréciées ainsi : les perceptions olfactives et tactiles : supprimer par l'utilisation de produits appropriés, les mauvaises odeurs éventuelles. Ne pas utiliser dans les locaux de produits dont les odeurs ne pourraient être tolérées. Les prestations devront être effectuées de telle sorte que les surfaces traitées ne soient pas désagréables au toucher ou au contact. L'aspect : les prestations de nettoyage devront évidemment être adaptées aux lieux.

En cas d'incident de toute nature intervenant pendant l'exécution des prestations, la Collectivité en est immédiatement informée au travers d'une main courante.

Tout dommage causé aux installations et équipements dans l'exercice des prestations sera à la charge du titulaire.

Obligations de résultat :

L'attributaire s'engage auprès de la Collectivité à tout mettre en œuvre pour obtenir le niveau d'exigence souhaité par les utilisateurs.

Des réunions de coordination et d'échange peuvent être organisées entre les différents acteurs à l'initiative de la Collectivité.

Personnels :

Le prestataire s'engage à ce que ses prestations soient effectuées de façon tout à fait irréprochable, et à ce que ses employés :

- Soient dotés d'une tenue correcte et permettant de les identifier (blouses fermées, port de chaussures, logo de la société)
- Fassent preuve d'une discrétion absolue sur tout ce qui pourra être vu ou entendu dans les locaux
- Respectent la réglementation générale en matière d'hygiène et de sécurité, ainsi que les consignes de nettoyage
- Respectent les horaires fixés en début de prestation

En cas d'absence du personnel pour quelque raison que ce soit, le prestataire garantira la continuité de prestation en remplaçant le personnel en congé par des agents d'un niveau de qualification équivalent et formés aux prestations de nettoyage attendues.

- Toute personne reconnue avoir participé à un vol ou une malhonnêteté, quelle qu'en soit l'importance, sera renvoyée immédiatement, à charge pour le titulaire de pourvoir à son remplacement dès la prestation suivante.
- Le titulaire s'engage à rembourser le montant des vols ou détériorations dus à une malveillance de son personnel, soit par l'intermédiaire de la compagnie d'assurance auprès de laquelle il aura souscrit son contrat, soit par tout autre moyen à sa convenance.

Sécurité :

Concernant les règles de sécurité à respecter sur le site, celles-ci seront communiquées au titulaire dès l'attribution du marché.

Mais celles-ci seront également appliquées : les techniques et produits utilisés ne devront pas présenter de surface glissante dangereuse pour les usagers.

D'autre part le titulaire devra assurer l'ensemble des éléments de prévention nécessaires à la protection de son personnel vis-à-vis des risques professionnels auxquels il est exposé pour la réalisation des prestations.

A ce titre, des engagements en termes de gestion des risques professionnels devront être pris par le candidat et présentés dans son offre. En ce sens le titulaire devra :

- Définir les phases d'activités dangereuses auxquels sont confrontés les salariés ainsi que les moyens de préventions correspondants,
- Assurer l'adaptation des matériels, dispositifs et équipements à la nature des opérations ainsi que la définition de leurs modalités d'entretien,

- Assurer que ses salariés reçoivent les instructions adéquates notamment la mise à disposition de l'ensemble des fiches de données / sécurité des différents produits utilisés,
- Définir l'organisation des premiers secours en cas de survenue d'un accident.

Article 7 - Constatation de l'exécution et garantie

7-1-Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de l'exécution de la prestation dans les conditions prévues aux articles 22 et 23 du CCAG FCS.

7-2-Admission

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues aux articles 24 et 25 du CCAG FCS par le représentant du pouvoir adjudicateur.

7-3-Garantie

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG FCS, il n'est pas prévu de période de garantie.

Article 8 - Résiliation

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché, aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article 51 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 et selon les dispositions des articles 29 à 36 du CCAG FCS.

Article 9 - Litiges et différends

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 37 du CCAG FCS. En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCP, le tribunal compétent est le tribunal administratif dont relève le pouvoir adjudicateur.

Article 10 - Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCP sont les suivantes :

Dérogation à l'article 28.1 du CCAG FCS par l'article 7.3 du CCAP

ANNEXES AU PRESENT CAHIER DES CHARGES

- Plans de secteur d'intervention pour les 2 sites communautaires
- Fiches descriptives des matériaux à nettoyer
- Notices d'entretien définies par les fabricants
- Fiches descriptives des produits d'entretien utilisés par les agents communautaires pour les supports visés